

Tentative de censure de l'Association des libraires du Québec contre Bock-Côté: «La gauche woke a besoin de haïr et de lapider»

FIGAROVox/GRAND ENTRETIEN - Une vidéo dans laquelle le Premier ministre québécois François Legault suggérait la lecture de l'essai *L'empire du politiquement correct*, de Mathieu Bock-Côté, a été censurée (puis remise en ligne devant l'ampleur de la polémique) par l'Associations des libraires du Québec.

Par **Alexandre Devecchio**

Publié le 09/12/2020 à 18:20,

Mis à jour le 09/12/2020 à 20:40



Mathieu Bock-Côté

Le Figaro

Mathieu Bock-Côté est chroniqueur au FigaroVox, sociologue, et essayiste. Il a notamment écrit L'empire du politiquement correct (Cerf, 2019).

FIGAROVOX. - Vous avez été au cœur d'une polémique qui a fait couler beaucoup d'encre cette semaine au Québec. Une vidéo dans laquelle le Premier ministre, François Legault, suggérait la lecture de votre essai *L'empire du politiquement correct* a été censurée par l'Associations des libraires du Québec (ALQ). Que s'est-il passé?

Mathieu BOCK-CÔTÉ. - La séquence est la suivante. Depuis le début de la pandémie, l'Association des libraires du Québec a invité des personnalités du milieu du livre à proposer leur liste de lecture, pour traverser cette étrange période. Tout récemment, elle a invité François Legault le Premier ministre du Québec à proposer la sienne, ce qu'il a accepté avec bon cœur, d'autant qu'il est reconnu grand lecteur.

Il devait pour cela réaliser une petite vidéo Facebook et recommander dix titres. Parmi ses dix recommandations se trouvait mon livre *L'empire du politiquement correct*, dont il a dit grand bien, en plus de commenter favorablement mes travaux en général. Cela a suscité la colère de la gauche *woke* locale, qui ne me porte pas dans son cœur. Devant cette réaction, l'ALQ a décidé de censurer la liste de lecture du premier ministre, en la retirant des réseaux sociaux, ce qui était un peu culotté, en plus d'ajouter une mise en garde à sa vidéo Facebook pour expliquer que ses propositions de lecture n'engageaient que lui.

Mais on ne censure pas le Premier ministre du Québec sans que cela ne crée un certain remous! Très vite, l'opinion publique s'est révoltée contre ce geste de censure, d'autant qu'il s'ajoute à plusieurs gestes semblables au cours des derniers mois, et même, des dernières années. Une polémique vive s'est engagée, bien au-delà de ma petite personne, sur l'influence démesurée de la mouvance woke qui hystérise notre vie publique en assimilant tout ce qui lui déplaît au racisme, au sexisme ou à un autre péché idéologique identifié par le régime diversitaire. Les Québécois, je crois, en ont assez de cette nouvelle censure qui n'est pas étrangère à la meute lyncheuse des médias sociaux, mais qui ne sauraient s'y réduire.

La vidéo a finalement été rétablie et l'association s'est excusée. Peut-on réellement parler de censure?

Elle a été rétablie... parce qu'elle avait été retirée! On peut assurément parler d'une tentative de censure, sauf que celle-là a été avortée. Si elle a autant révolté, c'est qu'elle s'inscrivait dans une tendance de plus en plus visible au cœur de la vie publique. Laissez-moi vous donner quelques éléments de contexte pour ceux qui ne suivent pas l'actualité québécoise. Longtemps, nous avons vu, à tort, le politiquement correct comme une excentricité américaine, sans même voir qu'il commençait à nous pénétrer idéologiquement. Depuis quelques années, on a dû constater qu'il n'en était rien.

Les élites médiatiques et surtout, universitaires, poussées ou inspirées, peut-être les deux, par les groupes les plus radicaux, ont multiplié les gestes de censure les plus absurdes. Plusieurs tournaient autour d'un ouvrage classique de la littérature québécoise, *Nègres blancs d'Amérique*, de Pierre Vallières, datant de 1968, et décrivant la situation coloniale de ceux qu'on appelait encore à l'époque les Canadiens-français, colonisés, étrangers en leur propre pays. La question vous semblera absurde: peut-on prononcer le titre de ce livre en public? Apparemment, non, car il contient le mot «*nègre*», dont la simple mention relève désormais du blasphème, comme s'il s'agissait d'un mot magique.

Une professeure de l'Université Concordia a été suspendu pour avoir prononcé le titre de ce livre dans un cours

Ainsi, une professeure de l'Université Concordia a été suspendu pour avoir prononcé le titre de ce livre dans un cours. Une animatrice de la section anglaise de Radio-Canada a perdu son émission pour l'avoir prononcé dans une réunion de travail. Une histoire semblable est arrivée à l'Université d'Ottawa, dont j'ai déjà parlé dans ce journal. Une professeure, dans le cadre d'un cours en anglais, a prononcé le mot «*nègre*» (on dit désormais chez nous le *N* word* ou «*le mot qui commence par un N*») sans intention malsaine aucune, et seulement pour montrer comment la communauté noire se l'était réapproprié dans l'histoire.

Elle a été dénoncée par des étudiants woke puis suspendue par l'administration universitaire, qui a vu aussi dans l'utilisation de ce terme dans un exercice pédagogique un signe de racisme. Autrement dit, l'administration, loin de soutenir la professeure, s'est retournée contre elle.

Jacques Frémont, le recteur de l'Université d'Ottawa, l'a dit clairement: *«Nous sommes, comme bien d'autres universités, en train de prendre conscience des aspects systémiques du racisme, bien ancrés dans nos façons de faire et nous avons pris l'engagement de travailler à remédier à la situation. Parmi les problèmes dénoncés, on trouve les agressions et micro-agressions dont sont régulièrement victimes des membres noirs ou racisés de notre communauté. Ce qui peut sembler banal pour un membre de la communauté majoritaire peut être perçu par plusieurs membres de la minorité comme étant profondément offensant. Les membres des groupes dominants n'ont tout simplement pas la légitimité pour décider ce qui constitue une micro-agression»*.

En d'autres mots, ceux qui prétendent parler au nom des minorités sont en droit d'imposer désormais leur propre définition du blasphème dans l'espace public. Si on ne se soumet pas à ce dogme, on se rendra coupable de micro-agressions à répétition. Les enseignants feront désormais leur travail sous surveillance idéologique, toujours dans la crainte d'être dénoncés pour avoir transgressé un nouvel interdit. D'ailleurs, Verushka Lieutenant-Duval, la professeure, elle-même d'esprit *woke*, a multiplié les excuses à l'endroit de ses insulteurs, en plus de demander au bureau de l'inclusion à l'Université de faire une liste des mots interdits pour pratiquer une pédagogie véritablement inclusive.

Qui ose contester les dogmes de la mouvance woke subira presque automatiquement un procès idéologique

Il y avait quelque chose de koestlerien dans sa manière de s'excuser publiquement d'avoir offensé les professionnels de l'indignation. Je pourrais citer plusieurs autres exemples. Mais globalement, on le constate, qui ose contester les dogmes de la mouvance woke subira presque automatiquement un procès idéologique. L'intimidation est permanente et pousse naturellement à l'autocensure, pour éviter la mauvaise réputation.

Vous attendiez-vous à ce que cette affaire prenne autant d'ampleur au point de devenir une controverse nationale? Que cela révèle-t-il?

Quand j'ai vu le Premier ministre me citer, je me suis dit que j'aurais quelques mauvaises journées à traverser. La gauche *woke*, qui se veut hypersensible aux droits des minorités, mais qui considère en fait la haine du grand méchant homme blanc comme la forme achevée d'amour de l'humanité, mène une campagne de diffamation permanente à mon égard et je me suis dit qu'elle en profiterait pour la relancer.

Elle a besoin d'haïr, de dénoncer, de lapider publiquement. Sans cela, elle se sent déprimer. Elle fonctionne à la morale de l'indignation permanente. Ce n'est pas très grave. Mais quand j'ai vu l'ALQ censurer le premier ministre, il m'est apparu évident que la controverse allait gonfler, ce qui est arrivé, mais dans une proportion inattendue, cela dit. J'y vois le signe d'une exaspération profonde devant le fanatisme de la secte woke, qui prétend défendre les droits des «*minorités*», mais qui, dans les faits, en vient à voir dans la haine de l'homme blanc hétérosexuel la forme la plus accomplie d'amour de l'humanité.

Chaque semaine, depuis des mois, on entend un discours de culpabilisation du peuple québécois, quasiment jugé coupable d'exister. Il serait trop francophone, trop blanc, même! On veut lui faire plier le genou devant la théorie du racisme systémique, et on voit plusieurs figures publiques s'y convertir comme si elle allait de soi, pour demeurer dans les bonnes grâces du système médiatique.

C'est à qui poussera le plus loin la critique ostentatoire d'un soi-disant privilège blanc. Je m'accuse donc je suis vertueux: telle est la devise de la nomenklatura médiatique, culturelle et universitaire. Une réaction était inévitable.

Au-delà de l'admiration que le Premier ministre porte à votre œuvre, il lui est reproché de ne pas reconnaître le racisme systémique. Que pensez-vous de ce concept?

Qu'il s'agit d'un concept bancal qui embrouille la réalité qu'il prétend expliquer et qui relève de l'idéologie la plus grossière. La théorie du racisme systémique consiste à assimiler toute forme de disparités statistiques entre les groupes identifiés par la bureaucratie diversitaire à des manifestations d'inégalités et d'injustices raciales. Cette logique, c'est le moins que l'on puisse dire, racialise les rapports sociaux - d'ailleurs, elle divise la société en deux catégories, les Blancs et les Racisés, le système racial occidental normalisant les premiers et constituant les seconds sous la figure d'une altérité subordonnée.

Comment ne pas y voir simplement une obsession raciale qui témoigne d'une régression de la forme la plus étanche de l'identité? Le racialisme réintègre la race au cœur de la vie publique en en faisant la catégorie centrale de l'organisation sociale. La théorie du racisme systémique enferme chacun dans une catégorie dont il ne peut plus s'extraire, en le transformant en échantillon représentatif de son groupe. Plus encore, s'il est «*racisé*», il doit adopter la vision du monde qu'on lui prête, sans quoi il sera accusé de le trahir.

On trouve aussi, ne l'oublions pas, des ateliers de diversity training où les Blancs apprennent à se libérer de la « pensée blanche », comme dirait votre Lilian Thuram

Ajoutons, ce qui n'est pas un détail, que les définitions, en plus, se multiplient, et quelquefois, se contredisent. Pour certains, le racisme systémique est un racisme d'État, pour d'autres, il ne l'est pas. Il ne faudrait néanmoins pas considérer cette théorie comme une percée scientifique. En fait, c'est un geste d'allégeance au régime diversitaire qu'on pratique en l'adoptant. Il y a presque un rituel qui y est associé: celui qui y adhère s'accuse d'abord publiquement, pour témoigner de son éveil diversitaire, annonce qu'il examinera ses privilèges, puis qu'il cherchera à devenir le meilleur allié possible des minorités - on trouve d'ailleurs des manuels pour devenir un bon allié! On trouve aussi, ne l'oublions pas, des ateliers de diversity training où les Blancs apprennent à se libérer de la «pensée blanche», comme dirait votre Lilian Thuram!

La théorie du racisme systémique cherche à se poser à la manière du nouveau principe fondateur des sociétés occidentales, pour entreprendre leur reconstruction à sa lumière. Il s'agit, soyons sérieux, d'une théorie qui vise à fonder les assises du régime diversitaire, qui entend convertir de force les sociétés occidentales au multiculturalisme. J'ajoute qu'elle est d'esprit orwellien. Ainsi, la théorie du racisme systémique entend désindividualiser radicalement le racisme - tous ses promoteurs expliquent d'ailleurs que la redéfinition du racisme est un enjeu idéologique fondamental aujourd'hui.

La théorie du racisme systémique nous explique ainsi que l'universalisme libéral ou républicain est raciste - plus exactement, il se rendrait coupable de daltonisme racial, c'est-à-dire d'aveuglement devant les processus de racisation au cœur de la société.

Inversement, le racisme antiblanc est désormais présenté comme une impossibilité logique, car les Blancs auraient le monopole du racisme. En fait, ils seraient racistes parce qu'ils seraient blancs, comme l'explique Robin Diangelo, la théoricienne de la fragilité blanche. En fait, le progrès de nos sociétés passerait par leur déblanchissement symbolique et institutionnelle.

Par ailleurs, dans notre contexte, la théorie du racisme systémique a pour fonction de paralyser politiquement et intellectuellement le nationalisme québécois, en transformant les Québécois francophones, qui sont une petite nation fragile en Amérique du nord, en majorité blanche hégémonique qu'il faudrait déposséder de ses privilèges - ce qui nous rappelle que le racialisme vient abolir la diversité des peuples, des nations, des cultures, des civilisations et des religions pour réduire l'homme à sa couleur de peau. Nous sommes témoins, et victimes, oserais-je dire, d'une tentative d'américanisation mentale de la société québécoise que l'on voit notamment dans l'assimilation de l'histoire de la Nouvelle-France à celle des colonies américaines, alors qu'elles ne sont en aucun cas interchangeables.

Quand Montréal, aujourd'hui, s'anglicise à grande vitesse, il est où, notre privilège blanc?

Faut-il vraiment rappeler que les Québécois, dans leur histoire, et cela jusqu'à tout récemment, avaient beau être Blancs, cela n'a jamais empêché le Canada anglais de les traiter comme une population coloniale, résiduelle, étrangère en son propre pays, de trop chez eux, et n'ayant rien de mieux à faire que de se coucher ou de s'angliciser. Il était où, notre privilège blanc? Quand Montréal, aujourd'hui, s'anglicise à grande vitesse, il est où, notre privilège blanc?

Sur le plan politique, au nom de la théorie du racisme systémique, certains font le procès des lois qui assurent la défense et la protection du français au Québec. Au nom de la théorie de racisme systémique, on cherche à faire tomber la loi 21, la toute récente loi sur la laïcité québécoise. Au nom de la théorie sur le racisme systémique, les universités cherchent à resserrer le périmètre de la liberté d'expression pour permettre aux groupes minoritaires d'en fixer les limites à partir de leur sensibilité et de leur propre définition du blasphème. Au nom de la théorie du racisme systémique, on racialise à outrance les

rapports sociaux - ce qui veut dire qu'on les dénationalise. Il suffit aujourd'hui que les Québécois rappellent qu'ils sont une nation pour qu'ils soient accusés de verser dans le suprémacisme ethnique.

En France nous avons un débat comparable autour des «violences policières» et de son «racisme systémique». Qu'avez-vous pensé de l'entretien accordé par Emmanuel Macron au média Brut? Peut-on comparer la France et le Québec?

Emmanuel Macron finira par se perdre à jouer à la fois le rôle du président régalien et celui de l'homme qui normalise les concepts de l'indigénisme. J'ajoute qu'il flirte avec une jeunesse qui s'identifie de manière fantasmatique à la situation des Noirs américains, alors que ces deux situations ne sont en rien interchangeables. Faut-il rappeler que les populations issues de la «diversité», en France, sont fils et filles d'immigrés et de réfugiés librement installés sur le territoire national, et non pas d'esclaves, comme c'est le cas aux États-Unis. J'ajoute qu'il faut un sacré culot aux indigénistes pour oser présenter les États-Unis comme un modèle admirable en matière de relations raciales!

Voyons plus large: la mouvance indigéniste, en France, brandit la bannière du décolonialisme, et considère que la décolonisation ne sera achevée que lorsque les Français seront étrangers chez eux, et une partie de la gauche médiatique normalise son point de vue en assimilant au racisme toute forme d'opposition au multiculturalisme et à l'immigration massive.

Emmanuel Macron excite la conscience victimaire des indigénistes qui disposent désormais d'une base démographique à mobiliser, comme on l'a vu au moment des marches de juin rassemblés autour de la cause de la famille Traoré. Qu'on me comprenne bien: nul ne conteste l'existence de graves bavures policières, comme on l'a vu avec Michel Zecler. La scène que nous avons pu voir était brutale, atroce et inexcusable. Tous l'ont dénoncé d'ailleurs très clairement.

Mais braquer exclusivement les caméras sur cette scène relève de la mauvaise foi. On oublie les Black blocs. On oublie l'agression à répétition contre les policiers dans les banlieues. On oublie le lynchage des policiers. On oublie les mises en scène de l'extrême-gauche comme on l'a vu Place de la République qui visent à créer des incidents pour jeter le scandale sur les forces de l'ordre. On oublie la multiplication des

quartiers qui se déroberont concrètement à la souveraineté française et à l'identité française. Ou oublie le fait que les forces de l'ordre sont présentées dans les quartiers comme des forces d'occupation.

Votre prestation dans le talk-show québécois *Tout-le-monde en parle* a suscité un très fort écho dans l'opinion. Vous attendiez-vous à un tel accueil de la part du public? Que cela dit-il sur le combat idéologique que vous menez contre le politiquement correct?

Je vous l'ai dit, depuis des mois, les Québécois sont la cible d'une campagne permanente de harcèlement médiatique pour se soumettre à la théorie du racisme systémique. On veut rentrer de force dans la gorge des Québécois la théorie du racisme systémique, puis celle du privilège blanc, puis celle de la fragilité blanche. On veut les amener à se soumettre à une entreprise de rééducation permanente. Cette idéologie trouve un écho dans la jeunesse, hélas.

Mais les Québécois, je le crois, en ont marre. Ils en ont marre de se faire dire qu'ils sont de trop chez eux. Ils veulent bien être accueillants, mais ne voient pas pourquoi ils devraient s'exclure symboliquement de leur propre pays qu'ils ont construit depuis quatre siècles à travers une aventure historique dont ils peuvent être fiers, et qui devrait un jour les conduire, j'en suis convaincu, à enfin réaliser leur indépendance.

Il y a de bonnes raisons de se soulever démocratiquement contre ce discours plus autoritaire qu'il n'y paraît

Je ne veux surtout pas me donner une importance que je n'ai pas, mais j'ai eu l'impression de porter, le temps de cette émission, qui demeure centrale dans la fabrique de l'opinion publique au Québec (elle occupe en quelque sorte la fonction symbolique d'*On n'est pas couché* et fait office de rendez-vous hebdomadaire collectif), de porter l'exaspération et la critique de bien des Québécois qui commencent à en avoir assez de se faire expliquer qu'ils sont de trop chez eux.

Ma mésaventure avec les nouveaux censeurs était la goutte qui fait déborder le vase, comme on dit. Il y a de bonnes raisons de se soulever démocratiquement contre ce discours plus autoritaire qu'il n'y paraît. J'aime profondément le peuple québécois, et j'y

suis lié par toutes les fibres de mon être.

Nous ne sommes pas parfaits, mais notre histoire n'est pas honteuse. Si j'ai pu, dimanche dernier, exprimer et canaliser un peu ce sentiment de protestation de plusieurs de mes compatriotes devant notre dépossession, permettez-moi de vous dire que j'en suis heureux.

À VOIR AUSSI - Mathieu Bock-Coté: «On doit redécouvrir le principe national»